

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article2163>

# Déclaration des élus du personnel au CA du 25 mars 2014 sur l'avenir du CNRS

- ACTIVITE AU CNRS - INSTANCES NATIONALES CNRS - CONSEIL D'ADMINISTRATION - Archives - Conseils d'administration en 2014 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2014

---

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

---

Cette déclaration a été faite lors de la présentation du budget rectificatif (BR1 2014)

### Déclaration des élus du personnel au CA du 25 mars 2014 sur l'avenir du CNRS

Ce conseil se réunit pour entériner les comptes 2013 et les premières décisions budgétaires modificatives pour 2014.

Une nouvelle fois, les élus du personnel s'alarment des évolutions du CNRS en matière d'emploi et de moyens. Les emplois sont tendanciellement en baisse depuis plusieurs années.

Les moyens du CNRS ne sont pas à la hauteur de ce que devrait être l'ambition scientifique de notre pays. On ne saurait infiniment plaider la conjoncture économique. Cette insuffisance de moyens résulte de choix politiques que nous estimons condamnables. Ces choix sont mis en œuvre dans des dispositifs nuisibles, hélas non remis en cause au dernier changement de majorité, tels que l'AERES, l'ANR, qui sont des systèmes gâcheurs d'énergies, d'emplois et d'argent, et la Prime d'excellence scientifique dont les budgets devraient être affectés à l'emploi scientifique. La suppression de la PES représenterait à elle seule près de 250 emplois ! Et nous ne parlons pas du Crédit d'impôt recherche ...

L'importance croissante des ressources propres dans le fonctionnement des laboratoires, c'est-à-dire des contrats, la mise en place des COMUÉ, obèrent toute politique scientifique nationale. Chaque nouvelle structure rend plus opaque et figé le système de recherche national.

Le maintien de structures d'évaluation soi-disant indépendantes mais surtout déconnectées de la réalité de la recherche empêche le Comité national de jouer librement son rôle d'évaluateur qualifié de la recherche dans toutes les disciplines et laisse de côté l'association, qui serait pourtant nécessaire, des acteurs de la recherche aux évaluations des nouvelles structures mises en place ces dernières années (IDEX, Labex, COMUÉ, etc.)

Nous allons dans la mauvaise direction, nous manquons d'une volonté politique de développement de la recherche.

Les élus au Conseil d'administration du CNRS reprennent le texte du Conseil scientifique voté à l'unanimité le 10 mars 2014, motion qui avait précisément décrit la situation en écrivant "Nous entrerons alors dans une période de déstabilisation durable d'un système de recherche qui a pourtant largement contribué à la fois au développement culturel, au dynamisme économique et à la puissance de notre pays. Pour l'éviter, la première mesure à prendre est l'annonce d'un **plan pluriannuel pour l'emploi scientifique.**"

À leur tour, les représentants du personnel au Conseil d'administration s'alarment de cette situation intenable. Ils réclament de toute urgence un plan pluriannuel pour l'emploi et les moyens scientifiques.

Sans cela c'est le potentiel scientifique de notre pays qui serait durablement bradé.

**vote : 5 voix contre** ( Les 4 élus du conseil d'administration et un représentant nommé)